

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INSCRIPTION SUR LE REGISTRE NOMINATIF

Prévu à l'article 1. 121-6-1 du code de l'action sociale et des familles

JE SOUSSIGNE(É),

(Toutes les réponses ci-dessous sont obligatoires pour pouvoir soumettre le formulaire)

Nom :

PRENOMS :

NÉ(E) LE :

ADRESSE :

TÉLÉPHONE :

PORTABLE :

MAIL :

Sollicite mon inscription sur le registre des personnes à contacter en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques, ou autres

Sélectionnez la case correspondant à votre situation :

- en qualité de personne âgée de 65 ans et plus
- en qualité de personne âgée de 60 ans et plus et reconnue inapte au travail
- en qualité de personne adulte en situation de handicap

Je suis informé(e) que cette inscription est facultative et que ma radiation peut être effectuée à tout moment sur simple demande de ma part.

RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE BÉNÉFICIAIRE : (réponse facultative)

Je déclare bénéficiaire de l'intervention :

d'un service à domicile

intitulé du service :
Téléphone :

d'un service de soin
À domicile

intitulé du service :
téléphone :

d'un autre service

intitulé du service
Téléphone :

d'aucun service

PROCHE A CONTACTER EN CAS D'URGENCE (ENFANTS, VOISINS,...) (réponse facultative)

Nom / Prénom:

Qualité :

Coordonnées :

Nom / Prénom:

Qualité :

Coordonnées :

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées dans la présente demande.

Je suis informé(e) qu'il m'appartient de signaler à la mairie de Cailly toute modification concernant ces informations, aux fins de mettre à jour les données permettant de me contacter en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

Fait à le..... /..... /.....

Signature :

Je soussigné(e) M/Mme..... déclare agir pour le compte de la personne identifiée, en qualité de

Adresse :

Téléphone :

Signature :

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI DU 6 JANVIER 1978

Lorsque les traitements relatifs à cette demande sont informatisés, ils sont soumis aux dispositions de la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

1 - Toutes les réponses aux différents questionnaires ne sont pas obligatoires. Toutefois, un défaut de réponse aux questionnaires obligatoires entraînera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier et l'enregistrement du demandeur.

2 - Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à intervenir sous l'autorité du préfet en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

3 - En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement. Le droit d'accès s'exerce auprès de tous les destinataires des données collectées.

Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser, en justifiant de votre identité, à Monsieur le Maire.

L'article L121-6-1 du code de l'action sociale et des familles dispose que les maires sont autorisés à recueillir les éléments relatifs à l'identité, à l'âge et au domicile des personnes vulnérables qui en font la demande. Les données personnelles recueillies dans le cadre de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées à la commune afin de favoriser l'intervention des services municipaux en cas de situation de crise ou situation sanitaire exceptionnelle. Elles sont conservées 3 ans à compter de la date d'inscription sur ledit registre. Vous certifiez avoir l'autorisation des personnes citées dans le présent formulaire et êtes informé(e)s que conformément au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données auprès de M. le Maire, Hôtel de Ville, rue François Mitterrand, CS 70001, LE TRÉPORT ou dpo@villes-soeurs.fr, en justifiant de votre identité ou de votre intérêt à agir.